

Considérant qu'il convient de compléter l'arrêté de l'Exécutif flamand du 29 juillet 1989 établissant les programmations autorisées dans l'enseignement de promotion sociale pour l'année scolaire 1989-1990;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Enseignement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. En exécution de l'article 12 bis de l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale, inséré par l'article 59 du décret de la Communauté flamande du 5 juillet 1989 relatif à l'enseignement, les programmations supplémentaires suivantes sont autorisées pour l'année scolaire 1989-1990 dans l'enseignement de promotion sociale du niveau secondaire :

Transformations :

Enseignement officiel subventionné

« Gemeentelijke Avondleergangen »
3550 Heusden-Zolder
7.071.013

« H.S.T.L. Engels (P.K.) » restructuration de la section de 2 ans en une formation de 3 ans

Enseignement libre subventionné

« Vrije Leergangen Limburg »
3600 Genk
7.041.007

« L.S.B.L. Kleding » (3e année) transformation en « K.O. — L.S.B.L. Tienerkleding »

« L.S.T.L. Engels (E.K.) » restructuration de la formation d'un an en une formation de 2 ans

« L.S.T.L. Frans (E.K.) » restructuration de la formation d'un an en une formation de 2 ans

« Vrij Technisch Instituut »
8500 Kortrijk
3.093.075

« L.S.B.L. Hout » (3e année) transformation en « K.O.-H.S.T.L. Industriële Informatica : Programmeren in Basic »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1989.

Art. 3. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 février 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2094

28 MAI 1990. — Arrêté de l'Exécutif portant fixation du statut et du cadre provisoire du personnel de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1er, IX, l'article 9 et l'article 87;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 15;

Vu le décret du 23 décembre 1988, portant attribution des missions de Formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1986 relatif au transfert des membres du personnel de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 relatif au transfert des membres du personnel de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'accord du Ministre-Président de la Communauté française qui a la Fonction publique et le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole n° 27 du Comité de concertation syndicale compétent;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980 et 16 juin 1989;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mai 1990;
Vu l'urgence;
Considérant qu'il importe de créer sans délai une structure permettant d'accueillir le personnel transféré par les arrêtés du 28 février 1989;
Sur proposition du Comité de gestion du FOREM en date du 2 mai 1989 et sur présentation du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations Internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre provisoire du personnel définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est fixé comme prévu à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 2. Le cadre provisoire du personnel temporaire de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est fixé comme prévu à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 3. Sans préjudice de l'article 4, l'arrêté ministériel du 12 janvier 1976 fixant le règlement du personnel de l'Office national de l'Emploi, l'arrêté royal du 13 décembre 1973 établissant les grades que peuvent porter les agents de l'Office national de l'Emploi et fixant les modes d'accès à certains de ces grades, et l'arrêté ministériel du 3 avril 1974 déterminant les diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au grade de placeur auprès de l'Office national de l'Emploi sont applicables au personnel visé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Les agents titulaires de grades correspondant aux échelles barémiques ci-après portent le titre figurant en regard de celles-ci :

Inspecteur général	: les échelles de rang 15;
Directeur	: les échelles des rangs 13 et 14;
Attaché	: les échelles des rangs 10, 11 et 12;
Premier assistant	: les échelles des rangs 24 et 25;
Assistant technique	: les échelles des grades de recrutement des rangs 21 et 22 et des grades de promotion des rangs 22 et 23 correspondants;
Assistant	: les échelles du rang 20 et des grades de promotion des rangs 21, 22 et 23 correspondants;
Premier adjoint	: les échelles des rangs 34 et 35;
Premier Contremaître	: les échelles des rangs 34 et 35 du personnel de maîtrise, de métier et de service;
Adjoint	: les échelles des rangs 30 et 32;
Contremaître	: les échelles des rangs 30, 32 et 33 du personnel de maîtrise, de métier et de service;
Premier agent	: les échelles du rang 44;
Agent	: les échelles des rangs 40, 41, 42 et 43;
Premier opérateur	: les échelles des rangs 42, 43 et 44 du personnel de maîtrise, de métier et de service;
Opérateur	: les échelles des rangs 40 et 41 du personnel de maîtrise, de métier et de service.

§ 2. L'échelle barémique correspond au grade dont l'agent remplit les conditions d'accès telles que fixées par le statut et le règlement organique, tant en ce qui concerne le recrutement qu'en ce qui concerne la promotion.

§ 3. Hormis les carrières planes, les changements d'échelle qui entraînent un changement de rang sans changement de titre sont limités en nombre de manière telle que le nombre d'emplois de chaque rang ne dépasse pas les 4/6 du nombre d'emplois du rang immédiatement inférieur figurant au cadre.

Art. 5. Le personnel statutaire de l'Office est soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Art. 6. Les droits de préférence et de priorité accordés par la loi du 3 août 1919 et du 27 mai 1947, et par la loi du 20 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, ne peuvent pas être invoqués pour l'admission aux emplois à conférer à l'Office en application des articles 7 et 8 du présent arrêté.

Art. 7. § 1^{er}. Les emplois créés à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi sont conférés subsidiairement à des agents qui tombent sous le régime des mobilités prévu à l'article 51, § 4 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifiées par la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982, relatif au recrutement dans certains services publics et par l'arrêté royal n° 103 du 20 octobre 1982 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics.

Le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la Formation professionnelle dans ses attributions, le membre de l'Exécutif régional wallon qui a l'emploi dans ses attributions ainsi que le membre de l'Exécutif de la Communauté germanophone qui a la Formation professionnelle dans ses attributions, jugent si les candidats justifient d'une pratique suffisante dans le cas où cette condition est requise pour l'emploi à conférer.

§ 2. Peuvent tomber sous le régime de mobilité, tous les agents nommés à titre définitif appartenant aux services de l'Exécutif de la Communauté française, de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif de la Communauté germanophone ou aux organismes d'intérêt public, soumis à la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public qui relèvent de la Communauté française, de la Région wallonne ou de la Communauté germanophone, sous réserve que les agents nommés en application du régime de mobilité sont réputés transférés automatiquement à un service de l'Office.

Art. 8. § 1^{er}. En vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office, par dérogation au présent arrêté, pour autant qu'aucune candidature valable n'ait été introduite conformément à l'article 7, la première nomination à l'emploi visé à l'annexe III du présent arrêté pourra être effectuée selon les règles suivantes :

1. Le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la Formation professionnelle dans ses attributions, le membre de l'Exécutif régional wallon qui a l'emploi dans ses attributions ainsi que le membre de l'Exécutif de la Communauté germanophone qui a la Formation professionnelle dans ses attributions déclarent l'emploi vacant et font appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

- a) l'emploi vacant;
- b) les conditions d'admission;
- c) le délai et les modalités fixées pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

2. Dans les quinze jours, les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée à la poste, adressées au Président du Comité de gestion du FOREM.

3. Pour être admissibles, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- a) être belge;
 - b) être de conduite irréprochable;
 - c) jouir des droits civils et politiques;
 - d) satisfaire aux lois sur la milice;
 - e) être physiquement apte;
 - f) satisfaire aux conditions de nomination particulières fixées dans le tableau figurant à l'annexe III.
- § 2. L'Exécutif de la Communauté française, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté germanophone nomment, sur proposition motivée du Comité de gestion de l'Office, le candidat qui satisfait le mieux aux conditions de nomination particulières fixées dans le tableau figurant à l'annexe III précitée.

Art. 9. Les effets de l'arrêté cessent à la date du 31 décembre 1990.

Art. 10. L'Exécutif charge les Ministres qui ont la Présidence, la Culture, l'Infrastructure et le Patrimoine, le Personnel et le Budget, ainsi que l'Enseignement et la Formation, le Sport, le Tourisme et les Relations internationales, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture, l'Infrastructure et le Patrimoine, le Personnel et le Budget,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

ANNEXE 1

Cadre provisoire du personnel définitif (FOREM)

A. Personnel administratif

Administrateur général	1
Administrateur général adjoint	1
Inspecteur général	4
Directeur	13
Attaché	73
Attaché ou premier assistant (grades des carrières planes de conducteur, d'ingénieur technicien, de conseiller professionnel)	43
Premier assistant	30
Premier assistant ou assistant technique (grades des carrières planes d'assistant social, d'assistant en travaux psychotechniques, d'inspecteur adjoint de 2e classe, de placeur)	250
Assistant technique	8
Assistant	81
Premier adjoint ou adjoint (grades des carrières planes d'opérateur mécanographe de 2e classe, de commis-sténodactylographe, de commis-dactylographe, de commis)	128
Premier agent	1
Agent	15

B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service

Premier contremaître	2
Premier opérateur	14
Opérateur	2
Total :	664

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mai 1990.

Le Ministre-Président chargé de la Fonction publique,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

ANNEXE 2

Cadre provisoire du personnel temporaire

Attaché	4
Premier assistant	2
Assistant technique	104
Assistant	13
Adjoint	47
	Total : 170

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mai 1990.

Le Ministre-Président chargé de la Fonction publique,
V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

ANNEXE 3

Emploi de directeur (premier conseiller adjoint linguistique germanophone)

Justifier d'une expérience de huit années au moins dans le domaine de l'Administration publique ou de la Formation professionnelle ou du Placement des travailleurs ainsi que d'une connaissance approfondie de la langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mai 1990.

Le Ministre-Président chargé de la Fonction publique,
V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2094

28 MEI 1990

Besluit van de Executieve tot vaststelling van het statuut en van de voorlopige personeelsformatie van de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling (FOREM)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, artikel 9 en artikel 87;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het decreet van 23 december 1988 houdende toewijzing van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan een instelling opgericht door het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1986 betreffende de overgang van personeelsleden van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 betreffende de overgang van personeelsleden van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Begroting behoren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het protocol nr. 27 van het bevoegde syndikale overlegcomité;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 28 mei 1990 genomen beslissing;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er een voorziening voor het bij de besluiten van 28 februari 1989 overgedragen personeel onverwijld moet worden ingesteld;

Op de voordracht van het beheerscomité van de FOREM van 2 mei 1989, en op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport en Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. De voorlopige formatie van het vast benoemd personeel van de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling (FOREM) wordt vastgesteld zoals bepaald in bijlage I van dit besluit.

Art. 2. De voorlopige formatie van het tijdelijke personeel van de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling (FOREM) wordt vastgesteld zoals bepaald in bijlage II van dit besluit.

Art. 3. Onverminderd artikel 4, zijn het ministerieel besluit van 12 januari 1978 houdende reglement van het personeel van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, het koninklijk besluit van 13 december 1973 betreffende sommige graden waarvan de ambtenaren van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kunnen titularis zijn en tot vaststelling van de toegangsmodaliteiten tot sommige van deze graden, en het ministerieel besluit van 3 april 1974 houdende bepaling van de diploma's en getuigschriften die in aanmerking komen voor de toelating tot de graad van bemiddelaar bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, toepasselijk op het in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeel.

Art. 4. § 1. De ambtenaren die titularis zijn van de graden verbonden aan de hierna vermelde weddeschalen, dragen de titel die tegenover deze schalen staat :

Inspecteur-generaal	: de schalen van rang 15;
Directeur	: de schalen van de rangen 13 en 14;
Attaché	: de schalen van de rangen 10, 11 en 12;
Eerste assistent	: de schalen van de rangen 24 en 25;
Technisch assistent	: de schalen van de wervingsgraden van de rangen 21 en 22 en van de overeenstemmende bevorderingsgraden van de rangen 22 en 23;
Assistent	: de schalen van rang 20 en van de overeenstemmende bevorderingsgraden van de rangen 21, 22 en 23;
Eerste adjunct	: de schalen van de graden 34 en 35;
Eerste werkmeester	: de schalen van de rangen 34 en 35 van het meesters-, vak- en dienstpneoneel,
Adjunct	: de schalen van de rangen 30 en 32;
Werkmeester	: de schalen van de rangen 30, 32 en 33 van het meesters-, vak- en dienstpneoneel,
Eerste beambte	: de schalen van rang 44;
Beambte	: de schalen van de rangen 40, 41, 42 en 43;
Eerste operateur	: de schalen van de rangen 42, 43 en 44 van het meesters-, vak- en dienstpneoneel,
Operateur	: de schalen van de rangen 40 en 41 van het meesters-, vak- en dienstpneoneel.

§ 2. De weddeschaal stemt overeen met de graad waarvoor de ambtenaar de toegangsvoorwaarden vervult zoals die vastgesteld zijn bij het statuut en het organiek reglement, zowel voor wat betreft de werving als voor wat betreft de bevordering.

§ 3. Behalve voor de vlakke loopbaan, worden de veranderingen van schaal die een verandering van rang zonder verandering van titel als gevolg hebben, in getal zodanig beperkt dat het aantal betrekkingen van elke rang niet hoger is dan 4/6 van het aantal betrekkingen van de onmiddellijk lagere rang die in de personeelsformatie bepaald zijn.

Art. 5. Het statutair personeel van de Dienst is onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 6. De voorkeur- en prioriteitsrechten toegestaan bij de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, en bij de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, kunnen niet worden ingeroepen voor de toegang tot de betrekkingen die te begeven zijn bij de Dienst in toepassing van de artikelen 7 en 8 van dit besluit.

Art. 7. § 1. De betrekkingen die ontstaan bij de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling (FOREM) worden subsidiair toegekend aan ambtenaren die vallen onder de mobiliteitsregeling bedoeld bij artikel 51, § 4 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de programmawet 1981 van 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten en bij het koninklijk besluit nr. 103 van 20 oktober 1982 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten.

Het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort, het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort alsook het lid van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort, oordelen of de kandidaten het bewijs leveren van een voldoende ervaring, indien deze voorwaarde vereist is voor de te begeven betrekking.

§ 2. Kunnen onder de mobiliteitsregeling vallen, alle vast benoemde personeelsleden die behoren tot de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap of tot de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, en die van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest of de Duitstalige Gemeenschap afhangen, onder voorbehoud van het feit dat de bij toepassing van de mobiliteitsregeling benoemde ambtenaren worden beschouwd als automatisch overgedragen naar een dienst van de Dienst.

Art. 8. § 1. Met het oog op de goede werking van de Dienst, kan, in afwijking van dit besluit, voor zover geen geldige kandidatuur ingediend werd overeenkomstig artikel 7, de eerste benoeming tot de in bijlage III van dit besluit bedoelde betrekking plaatsvinden volgens de volgende regels

1. Het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort, alsook het lid van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort, verklaren de betrekking vacant en doen een oproep tot de kandidaten door middel van het bericht, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit bericht vermeldt :

- a) de vacante betrekking;
- b) de toelaatbaarheidsvereisten;
- c) de termijn en de modaliteiten vastgesteld voor de indiening van de kandidaturen, alsook, indien nodig, de over te leggen stukken.

2. Binnen de veertien dagen, moeten de kandidaturen worden ingediend bij een ter post aangetakend schrijven gericht aan de voorzitter van het beheerscomité van de FOREM.

3. Om toelaatbaar te zijn, moeten de kandidaten de volgende vereisten vervullen :

- a) Belg zijn;
- b) van onberispelijk gedrag zijn;
- c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- d) aan de dienstplichtwetten voldoen;
- e) lichamelijk geschikt zijn;
- f) voldoen aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden vastgesteld in de tabel van bijlage III.

§ 2. De Executieve van de Franse Gemeenschap, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap benoemen, op gemotiveerde voordracht van het beheerscomité van de Dienst, de kandidaat die het best voldoet aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden vastgesteld in de tabel van voormelde bijlage III.

Art. 9. Het besluit houdt op uitwerking te hebben op 31 december 1990.

Art. 10. De Executieve belast de Ministers tot wier bevoegdheden het Voorzitterschap, de Cultuur, de Infrastructuur en het Patrimonium, het Personeel en de Begroting, alsook Onderwijs en Vorming, Sport en Toerisme en Internationale Betrekkingen behoren, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur, Infrastructuur en Patrimonium, Personeel en Begroting,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

BIJLAGE 1

Voorlopige formatie van het vast benoemd personeel (FOREM)

A. Administratief personeel

Administrateur-generaal	1
Adjunct-administrateur-generaal	1
Inspecteur-generaal	4
Directeur	13
Attaché	73
Attaché of eerste assistent (graden van de vlakke loopbaan van conducteur, technisch ingenieur, beroepsadviseur)	43
Eerste assistent	30
Eerste assistent of technisch assistent (graden van de vlakke loopbaan van maatschappelijk assistent, assistent psychotechnicus, adjunct-inspecteur 2e klasse, bemiddelaar)	250
Technisch assistent	8
Assistent	81
Eerste adjunct of adjunct (graden van de vlakke loopbaan van operateur-mechanograaf 2e klasse, klerk-stenotypist(e), klerk-typist(e), klerk)	126
Eerste beambte	1
Beambte	15

B. Meesters-, vak- en dienstpersoneel

Eerste werkmeeester	2
Eerste operateur	14
Operateur	2
Totaal :	664

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 mei 1990.

De Minister-Voorzitter belast met het Openbaar Ambt,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport en Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

BIJLAGE 2

Voorlopige formatie van het tijdelijk personeel

Attaché	4
Eerste assistent	2
Technisch assistent	104
Assistent	13
Adjunct	47
	170

Totaal: 170

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 mei 1990,

De Minister-Voorzitter belast met het Openbaar Ambt,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport en Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

BIJLAGE 3

Betrekking van directeur (duitstalige eerste adjunct-taaladviseur)

Het bewijs leveren van een ervaring van minstens acht jaar op het gebied van openbare administratie of van beroepsopleiding of arbeidsbemiddeling voor werknemers, alsook van een grondige kennis van het Duits.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 mei 1990.

De Minister-Voorzitter belast met het Openbaar Ambt,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport en Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2095

11 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1990
fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1990-1991 dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1982 sur la chasse, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1990 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1990-1991 dans la Région wallonne, notamment l'article 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de mettre fin dans les plus courts délais à des interprétations diverses par les tribunaux en matière de peines applicables en cas de non-respect du plan de tir;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

Article unique. Le § 1er de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1990 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1990-1991 dans la Région wallonne est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout cerf boisé ou non boisé tiré sur un territoire non doté d'un plan de tir, tiré en ne respectant pas les exigences du plan de tir ou tiré en excès du plan de tir, sera considéré comme tiré en période de fermeture de la chasse.

Il sera remis, à la diligence du chef d'inspection, au bourgmestre de la commune pour être mis à la disposition de l'institution de bienfaisance la plus rapprochée. »

Namur, le 11 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS